













Cahier des Clauses Particulières

■ La maintenance préventive et curative des pompes de relevage et les prestations de pompage et curage des réseaux EP, EU, EV, des fosses et cuves de La Rochelle Université.

Marché 2025.00016.00.17.00

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services</p> <p>Objet : La maintenance préventive et curative des pompes de relevage et les prestations de pompage et curage des réseaux EP, EU, EV, des fosses et cuves de La Rochelle Université.</p>
	<p>Acheteur :</p> <p>Université de La Rochelle 23 avenue Albert Einstein BP 33060 17031 - La Rochelle</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Lieux suivants :</p> <p>Bibliothèque universitaire (BU), 2 parvis Fernand Braudel, 17000 La Rochelle</p> <p>Curie, Rue Enrico Fermi, 17000 La Rochelle</p> <p>Droit - Bâtiments Schoelcher et Tocqueville, 45 rue François de Vaux de Foletier, 17000 La Rochelle</p> <p>Halle de sport 1 (Halle 1), 3 avenue de la Rotonde, 17440 Aytré</p> <p>Halle de sport 2 (Halle 2), 5 avenue de la Rotonde, 17440 Aytré</p> <p>Institut d'administration des entreprises (IAE), 39 rue François de Vaux de Foletier, 17000 La Rochelle</p> <p>Institut du Littoral et de l'Environnement (ILE), 2 rue Olympe de Gouges, 17000 La Rochelle</p>

	<p>Institut Universitaire de Technologie, 15 rue François de Vaux de Foletier, 17000 La Rochelle</p> <p>Maison de l'Etudiant (MDE), 3 passage Jacqueline de Romilly, 17000 La Rochelle</p> <p>Maison de la réussite et de l'insertion professionnelle (MRIP), 2 passage Jacqueline de Romilly, 17000 La Rochelle</p> <p>Maison des sciences de l'ingénieur (MSI), Avenue Henri Becquerel, 17000 La Rochelle</p> <p>Pôle communication multimédia réseaux (PCMR), 44 avenue Albert Einstein, 17000 La Rochelle</p> <p>Site Lettres Langues Arts et Sciences Humaines, 1 parvis Fernand Braudel, 17000 La Rochelle</p> <p>Site Sciences et Technologies, Avenue Michel Crépeau, 17000 La Rochelle</p> <p>Technoforum, 23 avenue Albert Einstein, 17000 La Rochelle</p> <p>Vestiaires Universitaires, Chemin de la Rotonde, 17440 Aytré</p>
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	<p>La durée de l'accord-cadre est de 12 mois.</p> <p>Le marché est reconductible. Le nombre de reconductions, ainsi que leurs conditions, sont précisés au sein du présent document.</p>
	Le marché est à partie forfaitaire et partie unitaire.
	L'accord-cadre est révisable.
	<p>Tranches : L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p>Prestations similaires : Sans objet</p>
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

Sommaire

1. Préambule.....	6
2. Dispositions générales.....	6
2. 1. Représentant de l'acheteur	6
2. 2. Objet de l'accord-cadre	6
2. 3. Durée.....	7
2. 4. Accord-cadre	7
2. 4. 1. Type d'accord-cadre	7
2. 5. Documents contractuels.....	7
2. 6. Assurances	8
2. 7. Intervenants.....	8
2. 7. 1. Sous-traitance.....	8
2. 7. 2. Groupement d'opérateurs économiques.....	9
3. Prix et modalités de paiement	9
3. 1. Caractéristiques des prix de l'accord-cadre.....	9
3. 1. 1. Modalités de fixation des prix	9
3. 1. 2. Contenu du prix	10
3. 1. 3. Variation des prix	10
3. 2. Avance.....	11
3. 3. Retenue de garantie	12
3. 4. Modalités de paiement	12
3. 4. 1. Délai de paiement.....	12
3. 4. 2. Modalités de règlement des comptes	12
3. 4. 3. Facturation	14
4. Modalités d'exécution.....	15
4. 1. Modalités de communication entre les parties	15
4. 2. Exécution des prestations	16
4. 3. Développement durable	17
4. 4. Prestations supplémentaires et modifications	17
4. 5. Propriété intellectuelle	17
4. 5. 1. Régime des droits de propriété intellectuelle	17
5. Constatation de l'exécution, garantie et maintenance	17
5. 1. Admission.....	17
5. 2. Délai de garantie.....	17
6. Clauses diverses.....	18
6. 1. Confidentialité – protection des données personnelles – mesures de sécurité	18
6. 2. Langue.....	19

7. Défaillance dans l'exécution.....	19
7. 1. Pénalités et primes	19
7. 2. Cas de résiliation	21
7. 3. Litiges et différends	22
8. Dérogations au CCAG.....	22
9. Clauses techniques	22
9. 1. Descriptif détaillée des prestations attendues	22
9. 2. Conditions d'exécution des prestations.....	24
9. 3. Caractéristiques des matériaux et produits	26
9. 4. Préparation des interventions	26
ANNEXE 1 - Contrat de Protection des données personnelles	28
ANNEXE 2 - insertion par l'activité économique.....	36

1. Préambule

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

2. Dispositions générales

2. 1. Représentant de l'acheteur

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

2. 2. Objet de l'accord-cadre

Objet des services : La maintenance préventive et curative des pompes de relevage et les prestations de pompage et curage des réseaux EP, EU, EV, des fosses et cuves de La Rochelle Université.

Il s'agit de réaliser :

- La maintenance préventive et curative des pompes de relevage La Rochelle Université;
- Le pompage et le curage des réseaux EP, EU, EV, des fosses et cuves La Rochelle Université;
- L'enlèvement et le traitement des boues, hydrocarbures, eaux usées suite aux interventions de pompage, nettoyage et curage des réseaux EP, EU, EV, des fosses et cuves de La Rochelle Université;
- L'inspection vidéo des réseaux EP, EU et EV de La Rochelle Université;
- Les interventions de dépannage du parc de pompe de relevage de La Rochelle Université.

Lieux de prestation du service :

- Bibliothèque universitaire (BU), 2 parvis Fernand Braudel, 17000 La Rochelle
- Curie, Rue Enrico Fermi, 17000 La Rochelle
- Droit - Bâtiments Schoelcher et Tocqueville, 45 rue François de Vaux de Foletier, 17000 La Rochelle
- Halle de sport 1 (Halle 1), 3 avenue de la Rotonde, 17440 Aytré
- Halle de sport 2 (Halle 2), 5 avenue de la Rotonde, 17440 Aytré
- Institut d'administration des entreprises (IAE), 39 rue François de Vaux de Foletier, 17000 La Rochelle
- Institut du Littoral et de l'Environnement (ILE), 2 rue Olympe de Gouges, 17000 La Rochelle
- Institut Universitaire de Technologie, 15 rue François de Vaux de Foletier, 17000 La Rochelle
- Maison de l'Etudiant (MDE), 3 passage Jacqueline de Romilly, 17000 La Rochelle
- Maison de la réussite et de l'insertion professionnelle (MRIP), 2 passage Jacqueline de Romilly, 17000 La Rochelle
- Maison des sciences de l'ingénieur (MSI), Avenue Henri Becquerel, 17000 La Rochelle

- Pôle communication multimédia réseaux (PCMR), 44 avenue Albert Einstein, 17000 La Rochelle
- Site Lettres Langues Arts et Sciences Humaines, 1 parvis Fernand Braudel, 17000 La Rochelle
- Site Sciences et Technologies, Avenue Michel Crépeau, 17000 La Rochelle
- Technoforum, 23 avenue Albert Einstein, 17000 La Rochelle
- Vestiaires Universitaires, Chemin de la Rotonde, 17440 Aytré

Le montant de commande du marché initial et de chaque reconduction est limité à 20.000,00 € HT.

2. 3. Durée

Durée : L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le 1 septembre 2025 ou le jour de la notification au(x) titulaire(x) si celle-ci intervient postérieurement au 1 septembre 2025.

La date de fin prévisionnelle de l'accord-cadre est prévue le 31 août 2026.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

Délai d'exécution : Les délais de l'ensemble des prestations sont stipulés dans les pièces contractuelles du marché.

Reconduction : L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

- 1ère reconduction : le 1er septembre 2026
- 2ème reconduction : le 1er septembre 2027
- 3ème reconduction : le 1er septembre 2028.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

2. 4. Accord-cadre

2. 4. 1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.

2. 5. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)

- L'offre technique du titulaire

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

2. 6. Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment, durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

2. 7. Intervenants

2. 7. 1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Référents du marché

Afin de faciliter l'exécution du marché, le titulaire devra indiquer dans son offre les coordonnées précises du ou des référents financiers, administratifs, commerciaux et techniques de l'entreprise qui assureront le suivi du marché.

Ces référents devront être facilement joignables par l'Université, du lundi au vendredi, de 9h à 18h.

Au cas où un référent ne serait plus en mesure d'assurer sa mission, le titulaire devra en informer l'université et s'engage à prendre immédiatement toutes dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. En cas de manquement, il sera appliqué une pénalité prévue dans l'article 7. 1.

2. 7. 2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

3. Prix et modalités de paiement

3. 1. Caractéristiques des prix de l'accord-cadre

3. 1. 1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base d'une partie forfaitaire et d'une partie unitaire.

Les prestations pour lesquelles un prix forfaitaire s'applique, quelles que soient les quantités commandées ou exécutées, sont les prestations identifiées par l'acheteur au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prestations pour lesquelles un prix unitaire s'applique sont les prestations identifiées par l'acheteur dans le bordereau des prix.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin.

En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent

accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

3. 1. 2. Contenu du prix

Les prestations 1 à 4 seront rémunérées par application des prix indiqués à l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement.

- > La prestation 1 est rémunérée en application d'un prix forfaitaires.
- > La prestation 3 est rémunérée par application du prix unitaire appliqué à la quantité des déchets collectés réellement effectuée.
- > Les prestations 2 et 4 sont rémunérées par application du prix unitaire appliqué à chaque bon de commande émis en fonction des besoins de La Rochelle Université.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

L'entreprise est réputée, lors de la remise de son offre, avoir :

- > Pris en compte que le marché s'exécute dans des bâtiments occupés, classés établissements recevant du public (E.R.P.)
- > Une connaissance parfaite des installations existantes, de leurs abords, des conditions d'accès et de tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations,
- > Inclus tous les frais annexes consécutifs à l'exécution des prestations,
- > Inclus les frais éventuels subordonnés à l'utilisation de brevets ou procédés spéciaux,
- > Le cas échéant, questionner La Rochelle Université, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées.

Tout préjudice relatif à un manquement à ces exigences ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, sera à la charge de l'entreprise.

3. 1. 3. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les tarifs sont fermes et révisables annuellement.

Pendant les douze premiers mois d'exécution du marché, les prix sont non révisables. Ils seront ensuite révisables à la date anniversaire de la notification du marché suivant les modalités ci-après :

- 1- Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de réception des offres, mois appelé Mo.
- 2- Afin d'intégrer les répercussions, sur les prix du marché, des variations des éléments constitutifs du coût des prestations, le titulaire pourra réviser ses prix par application d'une formule paramétrique incluant des indices INSEE représentatifs du secteur économique.
- 3- Le titulaire fera parvenir toute demande de révision de prix, par lettre recommandée, 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dans les 30 jours suivants la réception, le pouvoir adjudicateur

transmettra par courrier son acceptation ou son refus. Le silence de la personne publique vaut acceptation des nouveaux tarifs. Le nouveau bordereau de prix, après acceptation, donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle annexe à l'acte d'engagement qui se substituera automatiquement à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Les nouveaux tarifs seront applicables pour les bons de commande émis après la date anniversaire du marché.

En cas de non-respect des délais de transmission, les tarifs en cours seront tacitement reconduits jusqu'à transmission des nouveaux tarifs et validation par l'université. Toute demande de révision arrivant hors des délais prescrits se fera, en tout état de cause, selon les conditions du mois auquel la révision aurait dû avoir lieu. La demande de revalorisation de prix intervenant hors des délais prescrits ne sera applicable que pour les bons de commande émis après acceptation des nouveaux tarifs par la collectivité.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser une révision non conforme aux dispositions ci-dessus, et en cas de désaccord irréductible de résilier le présent marché, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

$$\text{Prix révisé} = \text{Prix initial du marché} * \text{CR}$$

$$\text{CR} = 0,8 * c1/C1 + 0,2 * c2/C2$$

où

c1 = indice 1565183 - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

C1 = indice 1565183 - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

c2 = indice 1710972 - Index du bâtiment - BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010 en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

C2 = indice 1710972 - Index du bâtiment - BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010 en vigueur à la date de remise de l'offre finale par le titulaire

Détermination des prix de règlement :

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

3. 2. Avance

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

3. 3. Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

3. 4. Modalités de paiement

3. 4. 1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

3. 4. 2. Modalités de règlement des comptes

Contenu de la demande de paiement :

Les demandes de paiement portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- > le nom ou la raison sociale du créancier ;
- > le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- > le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- > le numéro du compte bancaire ou postal ;
- > le numéro d'Engagement Juridique (ou bon de commande) ;
- > le numéro et le titre du marché ;
- > la désignation de l'organisme débiteur ;
- > la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- > le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- > les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- > le cas échéant, applications des pénalités et réfections fixées conformément aux dispositions du marché ;
- > Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- > le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- > la date de facturation ;

- > en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- > le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- > la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Transparence

Pour l'établissement des factures, il est demandé au Titulaire la plus grande transparence.

Lors de chaque révision du prix, le Titulaire joindra obligatoirement à toute demande de facture les pièces justificatives de cette révision (ex : photocopies des publications des indices utilisés, etc...), faute de quoi la demande de facture ne pourra être traitée. Elle lui sera retournée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas précis, il ne pourra faire valoir aucun intérêt moratoire pour retard de paiement.

> En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG/FCS

> En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Remise de la demande de paiement :

- > Pour la prestation 1 la facturation par bâtiment sera semestrielle, détaillée et interviendra dans le mois suivant la réception par la Direction du Patrimoine et de la Logistique des rapports de vérification signés du technicien de maintenance et d'un technicien du service technique.
- > Pour les prestations 2 et 3 la facturation ponctuelle interviendra après réception du bon de commande et après signature du bon d'intervention par un représentant de la Direction du Patrimoine et de la Logistique.
- > Pour la prestation n°4 la facturation ponctuelle interviendra après réception du rapport définitif par

à la Direction du Patrimoine et de la Logistique.

Après « service fait » validé par la personne publique, le titulaire fera parvenir à la personne publique une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché. L'Université ne sera redevable au titulaire que du montant des prestations obtenues par un bon de commande. En cas de contestation, seules les indications mentionnées sur l'original du bon de commande produit au titulaire font foi.

Les demandes de paiement devront parvenir à terme échu dans un délai de 15 jours à l'adresse suivante :

LA ROCHELLE UNIVERSITE
Service Facturier
23 Avenue Albert Einstein
BP 33060
17031 LA ROCHELLE

ATTENTION : aucune demande de paiement envoyée par email ne sera recevable.

3. 4. 3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : Université de La Rochelle

SIRET : 19170032700015

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi

que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

4. Modalités d'exécution

4. 1. Modalités de communication entre les parties

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

4. 2. Exécution des prestations

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Il sera fourni par la Direction du Patrimoine et de la Logistique, au titulaire, toutes les informations en sa possession sur la nature des installations à entretenir sur l'ensemble des sites de La Rochelle Université.

Dans les 3 mois suivant la notification, le titulaire établira et proposera à la Direction du Patrimoine et de la Logistique de La Rochelle Université un procès-verbal de prise en compte des installations, qui comportera :

- > La date de prise en compte des installations,
- > Un inventaire des installations et équipements,
- > Un diagnostic technique complet des installations,
- > Un état des réparations et/ou amélioration préconisées en fonction de la réglementation.

Cet état des lieux fera apparaître les installations et équipements qui ne satisfont pas aux règles de sécurité et de protection de l'environnement en vigueur à la signature du présent marché.

Sur demande du titulaire, et après accord de M. Pascal Guillet de la Direction du Patrimoine et de la Logistique, une inspection vidéo peut être utilisée dans le cadre de cette prise en charge. Cette prestation fera l'objet d'un bon de commande au titre de la prestation 3.

En fonction des préconisations d'amélioration notifiées dans le PV, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un autre marché afin d'effectuer les remises à niveau préconisée.

En cas de sinistre, le titulaire informera l'Université des anomalies de fonctionnement de ses propres activités, ayant entraîné des incidents, accidents ou non, de façon à prévenir tout risque ultérieur. Il les consignera dans le registre hygiène et sécurité du service technique de l'Université ou de l'IUT selon le cas et le site.

En cas de sinistre le titulaire a, pour les installations relevant de sa compétence :

- > De déclencher toutes les actions nécessaires de sauvegarde,
- > De mettre en œuvre tous les moyens utiles de secours et/ou de remplacement,
- > De prévenir l'Université.

Le titulaire est tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation en vigueur des matériels ou équipements.

Il avertit l'Université de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent et fait en sorte que ces interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre dans l'établissement.

Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le titulaire a l'obligation de recycler l'ensemble des déchets collectés.

Il veille, en outre, à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de santé de la personne et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier à tout moment sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation en cours d'exécution du marché, le titulaire devra s'y conformer. Un avenant sera fait si cette évolution donne lieu à modification des BPU.

Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public :

Dossier Technique Amiante (DTA) : L'Université dispose de dossiers amiante ; ces derniers sont consultables via la DTAthèque, des codes seront remis au titulaire du marché lors de la création des plans de prévention. Le titulaire est réputé en avoir pris connaissance des dossiers.

Rapport ATEX : L'Université dispose d'un rapport ATEX, ce dernier est consultable à tout moment bureau 101 du Technoforum 23 avenue Albert Einstein 17000 La Rochelle.

4. 3. Développement durable

Clause d'insertion sociale : Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

4. 4. Prestations supplémentaires et modifications

Clause de réexamen : Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

4. 5. Propriété intellectuelle

4. 5. 1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

5. Constatation de l'exécution, garantie et maintenance

5. 1. Admission

Opérations de vérification : Par dérogation à l'article 27 du CCAG fournitures courantes et services, ces opérations sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire habilité en lieu et place du Pouvoir Adjudicateur.

Déroulement des opérations de vérification : Dans les 30 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG fournitures courantes et services, à l'issue des opérations de vérification, la Personne Publique prendra une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Toutes les réclamations sont signifiées au titulaire par courrier, par télécopie ou par courriel dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de mise en service des équipements.

5. 2. Délai de garantie

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

Le fabricant offre des assurances à long terme qui garantissent la qualité des composants, la conformité avec les normes applicables de l'industrie ainsi que la performance du système de bout en bout pour l'entière durée de vie utile du système.

En outre, le fabricant de système garantit également la qualité des services de conception d'installation offerts par leurs entrepreneurs autorisés et ils renforcent ces garanties par des assurances qui comprennent le coût de la main-d'œuvre et le remplacement des produits, si des problèmes surviennent.

Le titulaire assurera une garantie pièce, main-d'œuvre et déplacement pour l'ensemble de sa fourniture pour une durée de 1 an à compter de la date de réception complète des travaux.

Durant la période de garantie, le titulaire est tenu de remédier à tous désordres nouveaux, y compris dans les menus travaux. Il doit procéder à ces frais (pièces, main-d'œuvre et déplacement) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

Le titulaire dispose d'un délai de 24 heure consécutif, sauf accord contraire d'un représentant des services techniques, pour remédier aux désordres dès notification de ceux-ci ; passé ce délai, les services techniques peuvent faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls du titulaire défaillant.

Les services techniques se réservent le droit de procéder, pendant toute la période de garantie, à toute nouvelle série d'essais qu'ils jugeront nécessaires. En cas d'essais faisant apparaître des défauts d'installation, les frais de ces essais seront à la charge du titulaire.

La garantie telle qu'elle est définie ci-dessus s'applique uniquement aux matériels mis en service dans les conditions normales d'utilisation, c'est-à-dire à l'abri des chocs, du gel et des rayons solaires.

La garantie ne joue pas si l'établissement n'assure pas (ou plus) ces conditions normales d'utilisation ; le titulaire devra faire, le cas échéant, toutes réserves à ce sujet, que ce soit au début ou en cours de marché ; à défaut de réserve, il est censé reconnaître que les conditions d'utilisation sont normales.

Maintenance

Le titulaire s'engage à assurer la maintenance des moyens de secours pendant une durée de 1 an à compter de la date de notification du marché, puis pendant toute la durée des périodes de reconduction. Ces prestations de maintenance sont assurées sans rupture de service.

La maintenance des prestations sera effectuée dans les conditions de l'article 27 du C.C.A.G.-F.C.S.

6. Clauses diverses

6. 1. Confidentialité – protection des données personnelles – mesures de sécurité

Protection des données à caractère personnel : Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Obligation de confidentialité : Il est rappelé au titulaire que son personnel et ses éventuels sous-traitants sont tenus à l'obligation de réserve et au secret professionnel pour tout ce qui concerne les faits, informations, études dont ils auront connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Ils s'interdisent toute communication de toute forme et toute remise de documents à des tiers sans l'accord explicite et écrit de l'université.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Concernant les vêtements de travail : Le titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, et de tous les équipements de protection et de sécurité nécessaires à l'exécution de sa mission. En outre, tous les personnels du titulaire intervenant sur le site doivent porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

L'université se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux à tout agent du titulaire, s'il n'est pas revêtu de son vêtement de son travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Concernant la discipline de chantier : Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité, propres à chaque site.

Il sera interdit notamment au personnel du titulaire :

- > D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le site, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- > De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- > De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- > De manquer de respect aux usagers, personnels, étudiants et visiteurs,
- > De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise.

L'université se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Réparation des dommages : Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

La mission du titulaire étant de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou les interruptions de services de son fait sont réparés par lui-même et à ses propres frais dans un délai de 7 jours consécutifs à l'incident.

A défaut d'exécution dans le délai imparti, et après mise en demeure restée sans effet, le pouvoir adjudicateur peut sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter au frais du titulaire par tous les moyens qu'il juge bon.

6. 2. Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

7. Défaillance dans l'exécution

7. 1. Pénalités et primes

Pénalités pour non-respect des correspondants dédiés au marché :

Les référents chargés de l'exécution du marché (facturation, suivi administratif, exécution technique...)

devront impérativement être identifiés et joignables par La Rochelle Université. En cas de changement de référent, le titulaire s'engage à prévenir immédiatement l'Université.

A défaut, une pénalité de 50 € HT sera appliquée.

Pénalités pour non-respect de l'envoi du planning de maintenance au service technique :

Conformément à l'article 9.2 du CCP, il est demandé au titulaire de fournir un planning au début du mois décembre aux services techniques.

Une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard dans la transmission du planning pourra être appliquée par les services techniques.

Pénalités pour non-respect des délais d'intervention :

Le délai d'intervention est indiqué dans l'offre du titulaire et à minima dans l'article 9. 2 du CCP.

Une pénalité de 50 € HT par heure de retard dans le délai d'intervention après l'appel ou le courriel de demande de dépannage du service technique pourra être appliquée par le service technique.

Pénalités pour informations manquantes sur le rapport de maintenance ou de dépannage :

Chaque rapport doit comprendre à minima les informations listées dans l'article 9.2 du CCP.

Une pénalité de 20 € HT par information manquante sur les rapports pourra être appliquée par la Direction du Patrimoine et de la Logistique.

Pénalités pour non-respect du délai d'envoi du rapport de maintenance ou de dépannage :

Chaque rapport doit être adressé au service technique dans le délai indiqué dans l'article 9.2 du CCP.

Une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard dans la transmission des rapports pourra être appliquée par la Direction du Patrimoine et de la Logistique.

Ces pénalités seront appliquées pour chaque rapport non transmis.

Pénalités pour non-respect du délai d'envoi du rapport de d'inspection vidéo :

Chaque rapport doit être adressé au service technique dans le délai indiqué dans l'article 9.2 du CCP.

Une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard dans la transmission des rapports pourra être appliquée par la Direction du Patrimoine et de la Logistique.

Ces pénalités seront appliquées pour chaque rapport non transmis.

Pénalités pour non-respect du délai d'envoi du bordereau de collecte des déchets :

Chaque rapport doit être adressé au service technique dans le délai indiqué dans l'article 9.2 du CCP.

Une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard dans la transmission des rapports pourra être appliquée par la Direction du Patrimoine et de la Logistique.

Ces pénalités seront appliquées pour chaque rapport non transmis.

Pénalités pour non-respect de l'envoi des factures :

Conformément à l'article 3. 4. 2 du CCP.

Une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard dans l'envoi des factures annuelles pourra être appliquée par la Direction du Patrimoine et de la Logistique.

Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance :

Concernant les pénalités pour indisponibilité, les stipulations de l'article 14.2 du CCAG/FCS s'appliquent. L'indisponibilité débute au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments en état de marche.

Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

7. 2. Cas de résiliation

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Par ailleurs, l'établissement peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoyée en recommandé avec accusé de réception). Cette décision sera prise exclusivement par LRUniv, en cas de fin de vie du matériel (matériel définitivement hors service, panne irréparable ou nécessitant des réparations jugées trop importantes par LRUniv). Dans ce cas, le remboursement du prorata versé pour la période non maintenue sera effectué par le titulaire.

Résiliation pour faute du titulaire :

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-1 et suivants et aux articles R.2143-1 et suivants du Code de la commande publique, ou en cas de refus de produire ces derniers, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à

titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2,00%.

7. 3. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de POITIERS

Tél. : 05.49.60.79.19

Email : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Comité consultatif inter-régional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Tél. : 05 54 68 99 56

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

8. Dérogations au CCAG

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

9. Clauses techniques

9. 1. Descriptif détaillée des prestations attendues

Prestation 1 : Entretien et maintenance des pompes, postes de relevage, séparateur de relevage, séparateur hydrocarbure, décanteur et cuve.

Les visites préventives devront répondre à minima :

Installations	Maintenance semestrielle	Maintenance annuelle
Poste de relevage : pompes de relevage, séparateur hydrocarbure ...	<ul style="list-style-type: none">> Extraction des pompes pour contrôle visuel, remplacement de l'huile éventuel et graissage des axes> Extraction des flotteurs, pour contrôle visuel et vérification de leur bon fonctionnement> Contrôle visuel des filtres> Vérification électromécanique du poste> Vérification des organes de	<ul style="list-style-type: none">> Dépose des pompes, nettoyage et dégraissage, vérification générale de l'état des roues, du niveau d'huile et de leur bon fonctionnement> Remplacement des filtres> Contrôle complet du tableau de commande> Dépose des flotteurs, nettoyage et vérification de leur bon fonctionnement

Installations	Maintenance semestrielle	Maintenance annuelle
	commande	
	<ul style="list-style-type: none"> > Mise en sécurité du site et du personnel > Nettoyage et contrôle du bon fonctionnement de la vanne d'isolement et du clapet boule > Mesure des intensités, des isollements, des tensions > Essais de bon fonctionnement général > Consignation de la visite dans le carnet de suivi présent au bureau 101 du Technoforum > Etablissement du rapport de visite 	
Décanteur et cuve	<ul style="list-style-type: none"> > Contrôle visuel du niveau de sédimentation de la cuve et des canalisations sur 2 ml. > Contrôle complet du tableau de commande 	<ul style="list-style-type: none"> > Vidange, nettoyage et dégraissage de la cuve et des canalisations sur 2 ml, vérification du niveau de sédimentation > Remise d'un bordereau de suivi de déchet conformément à la réglementation > Dépose des flotteurs, nettoyage et vérification de leur bon fonctionnement
	<ul style="list-style-type: none"> > Mise en sécurité du site et du personnel > Essais de bon fonctionnement général > Consignation de la visite dans le carnet de suivi présent au bureau 101 du Technoforum > Etablissement du rapport de visite 	

Prestation 2 : Curage et pompage des réseaux EP, EU, EV, des fosses et cuves (prix forfaitaire).

La prestation n°2 comprend :

- L'amenée et le repli du matériel nécessaire à l'intervention,
- La mise à disposition d'une équipe qualifiée avec un chef d'équipe,
- La protection des matériels et/ou des installations des autres corps d'état,
- La manutention,
- La remise en état des locaux après les interventions pour les désordres de son fait,
- La signalisation et la mise en sécurité du chantier.
- Le prestataire utilisera des flexibles conformes à l'ADR et en cours de validité, faisant l'objet d'une fiche de suivi annuel conformément à l'appendice IV-1 de l'arrêté TMD.

Tous les ans, fin août le titulaire planifiera un curage systématique des réseaux EU entre l'IAE et le bâtiment Schoelcher, et tous les trimestres le curage du réseau EU du site D'Orbigny bâtiment D de l'Institut LUDI.

- Droit – Schoelcher / IAE : 5 regards et 260 ml de canalisations (Cf. Plan joint en annexe).
- Site Sciences et Technologies – D'Orbigny bâtiment D : 11 regards et 30 ml de canalisations (Cf. Plan joint en annexe).

Prestation 3 : Traitement des déchets occasionné par les travaux des prestations 1 et 2 (prix unitaire : coût à la tonne ou au m3).

Le mise en centre et le traitement des déchets issus des interventions sur les réseaux, fosses et cuves sont conditionnés en fonction de leur catégorie :

- > Déchets non dangereux inertes : parmi les déchets non dangereux, ce sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas, ne produisent aucune réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas les matières avec lesquelles ils entrent en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine. Il s'agit en

majorité de déchets provenant du secteur du bâtiment et des travaux publics (déchets de béton, de briques, de tuiles, etc.).

> Déchets non dangereux (DND) : il s'agit de déchets qui ne présentent aucune des 15 propriétés de danger définies au niveau européen. Les règles de gestion sont plus souples que pour les déchets dangereux. Il s'agit par exemple de bio-déchets, de déchets de verre ou de plastique, de bois, etc.

> Déchets dangereux (DD) : il s'agit des déchets qui présentent une ou plusieurs des 15 propriétés de danger définies au niveau européen : inflammables, toxiques, dangereux pour l'environnement... Les déchets dangereux font l'objet de règles de gestion particulières en raison des risques particuliers d'impact environnemental et sanitaire associés à leur manipulation.

Le titulaire remettra dans le mois qui suit la notification du présent marché le schéma organisationnel de traitement et suivi des déchets, à savoir :

> Les centres de stockage, ou centre de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer,

> Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les déchets,

> Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant l'exécution des prestations.

La prestation n°3 comprend :

> Le transport et le traitement des matières graisseuses, des boues collectées contenant des traces d'hydrocarbures, des hydrocarbures en centre de traitement agréé conformément à la réglementation en vigueur,

> Le transport et le traitement des autres boues vers des installations de traitement ou de valorisation appropriées.

Prestation 4 : Inspection vidéo des canalisations avec remise d'un rapport.

La prestation n°4 consiste à réaliser une inspection de routine de l'état des réseaux, ou à lever le doute sur un problème structurel, opérationnel ou d'infiltration.

Cette inspection doit donner lieu à une analyse et à une appréciation des anomalies constatées au titre du suivi des prestations et à la fourniture du rapport d'inspection constitué par :

> Le rapport papier qui comprend le schéma, le rapport et la synthèse, (Si possible dans le rapport il faudrait qu'apparaissent les courbes de dénivelés).

> L'enregistrement vidéo numérique et la remise de la vidéo sur CD ou clé USB.

Cette intervention fera l'objet d'un bon de commande transmis par mail par la Direction du Patrimoine et de la Logistique avant l'intervention.

9. 2. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Prestation n° 1 - Conditions d'exécution des prestations de maintenance :

> Les visites de maintenance s'effectueront les jours ouvrés du lundi au vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

> Les visites feront l'objet d'un projet planning prévisionnel annuel établi et soumis : au début du mois de décembre à la Direction du Patrimoine et de la Logistique (DpaL) et au service Technique de l'IUT par mail à :

- Pour la DPAL : dpal-equipe-cvc@univ-lr.fr

- Pour l'IUT : iut-equipe-technique@univ-lr.fr

Ce planning permet de répartir les différentes interventions du titulaire dans l'année en fonction de l'activité des sites ou bâtiments, et des possibilités d'accompagnement par le personnel universitaire.

Il vise également à faciliter l'accès du titulaire aux locaux et ainsi simplifier ses interventions.

> Ce planning prévisionnel est étudié par M. Pascal Guillet de la DPaL et M. Jean-Marc Lhomme de l'IUT pendant 1 mois. Durant cette période, le titulaire échange avec l'Université pour apporter des modifications mineures inhérentes à l'activité de l'Université et du titulaire. Le meilleur compromis sera recherché dans l'intérêt des 2 parties. En cas de désaccord persistant, les contraintes liées à l'Université seront privilégiées et le planning de l'Université entériné pour l'année.

> L'attention du titulaire est appelée sur l'hétérogénéité des activités des bâtiments qui peuvent abriter indifféremment de l'enseignement, de la recherche, de la bureautique, de la documentation, de la culture, du sport.

> Au début de chaque année le prestataire prendra rendez-vous avec M. Pascal Guillet et M. Jean-Marc Lhomme pour remplir les plans de prévention correspondant à ses prestations.

> Tout échange entre le titulaire et la Direction du Patrimoine et de la Logistique sur les visites de maintenance, les dépannages ou les devis se fera systématiquement par courriel à

- Pour la DPaL : dpal-equipe-cvc@univ-lr.fr

- Pour l'IUT : iut-equipe-technique@univ-lr.fr

> Le prestataire spécifiera nom, profil, qualité et coordonnées (mail, tél fixe et /ou mobile) des référents financiers, administratifs, commerciaux et techniques, dédiés au suivi du marché.

> Le prestataire communiquera les conditions d'un suivi détaillé, annuel et sur demande ponctuelle, des coûts et interventions.

> Les personnes compétentes pour entreprendre les travaux, maintenances et dépannages sont des techniciens dûment qualifiés et spécialisés appartenant à l'entreprise et spécialement formés à cette tâche.

> Chaque rapport de dépannage et de maintenance devra être systématiquement contresigné par M. Pascal Guillet pour la DPaL et M. Jean-Marc Lhomme pour l'IUT. En cas d'absence de M. Pascal Guillet, le technicien se présentera au secrétariat bureau 121 du Technoforum, et en cas d'absence de M. Jean-Marc Lhomme il se présentera à l'accueil de l'IUT bâtiment Administration. Ce qui permettra au technicien de faire un rapport oral sur les travaux urgents à entreprendre si besoin.

> Un rapport sera remis maximum 1 semaine après la fin de la vérification et comprendra à minima :

- La date de la visite ou du dépannage,

- Les caractéristiques de l'installation et du matériel maintenu ou dépanné,

- Le nom du bâtiment

- Les observations faites,

- Les éléments des installations ayant été vérifiés ou remplacés par le technicien,

- Les travaux entrepris lors de la visite de maintenance ou du dépannage,

- Les signatures du technicien de la société de maintenance et M. Pascal Guillet pour la DPaL et de M. Jean-Marc Lhomme ou en cas d'absence d'un représentant de la DPaL ou de l'IUT..

Prestation n°1 - Conditions d'exécution des prestations de dépannage :

> Modalité d'appel : simple appel téléphonique confirmé par courriel ou courriel 24/24h et 365j/an.

> Délai d'intervention : le prestataire intervient sur site dans un délai maximum de 8 heures ouvrées du lundi au vendredi, (heures ouvrées : 8h00-12h00 et 14h00-18h00).

> Le montant de la redevance forfaitaire annuelle de vérification comprend les interventions de dépannage, mains d'œuvre, déplacement et consommables.

Prestations n°2,3 et 4 - Conditions d'exécution des prestations :

Les prestations 1,2 et 3 sont des prestations ponctuelles, et de ce fait feront de bon de commande eu fur et à mesure des besoins. Les bons de commande seront transmis par mail au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

Modalité d'intervention et d'exécution pour les prestations n°2 et 3 :

Sur simple appel d'un représentant de la DPAL ou de l'IUT, le titulaire planifiera son intervention dans un délai maximum de 8 heures ouvrées (du lundi au vendredi de 8h00-12h00 et 14h00-18h00).

A la fin de son intervention, le titulaire transmettra par mail un devis du montant de sa prestation conformément au prix et montant de son bordereau de prix. Le pouvoir adjudicateur lui fera parvenir.

Tous les déchets collectés seront éliminés conformément aux textes en vigueur. Le titulaire fournira à M. Pascal Guillet de la DPAL et M. Jean-Marc Lhomme de l'IUT, l'ensemble des documents afférents au traitement des déchets graisseux, ceux contenant des hydrocarbures, les bordereaux de suivi de déchets industriels (Cerfa 12571*01) attestant du processus dont le traitement de ces déchets a fait l'objet. Ce dépôt se fera par le biais de la plateforme TrackDéchets : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

Le titulaire dispose d'un délai de 6 semaines pour fournir les documents à la DPAL et à l'IUT suite à la collecte par ce dernier.

Modalité d'intervention et d'exécution pour la prestation n°4 :

La demande d'intervention se fera par mail auprès du titulaire et se planifiera avec un représentant du de la DPAL ou de l'IUT.

Le rapport devra être remis à la DPAL ou à l'IUT 2 semaines après l'inspection.

9. 3. Caractéristiques des matériaux et produits

Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes en vigueur, et le titulaire fournira, de préférence, des produits et matériel à haute performance énergétique et/ou éco-labellisés.

Tout le matériel utilisé devra présenter toutes les garanties de bon fonctionnement. Son choix sera fait en fonction des spécifications, des règles de l'art, des conditions d'utilisation et d'environnement.

Au cas où les composants d'un ensemble installé ne proviendraient pas d'un même constructeur, l'installateur serait tenu pour seul responsable d'un mauvais fonctionnement ou de toute autre défectuosité qui pourraient résulter d'un assemblage de pièces ou d'accessoires mal adaptés.

Vérification, essais et épreuves des matériaux et produits

Ces vérifications seront effectuées à tout moment de l'exécution du marché. En cas de non-conformité, le titulaire sera tenu de remplacer les pièces ou éléments non conformes selon les délais qui lui seront indiqués par les services techniques.

9. 4. Préparation des interventions

Plan de prévention :

Le titulaire doit se conformer et faire respecter par les différents intervenants les règles de sécurité figurant au plan de prévention qui devra être signé pour chaque bâtiment (permis feu, plan de prévention, hygiène de son personnel...). Le titulaire assurera les interventions requises dans le respect des règles de l'art et de la législation en vigueur, en particulier du décret du 20 février 1992.

Le plan de prévention sera élaboré par La Rochelle Université en partenariat avec le titulaire avant le début des prestations, appliqué et contrôlé durant la période de contrat. Il sera refait annuellement et le cas échéant, lors de la survenance de nouveaux besoins. Une visite d'inspection commune de chaque site sera effectuée avec le responsable technique ou son représentant, à l'issue de laquelle

le plan de prévention sera établi entre La Rochelle Université et le titulaire : les situations à risques seront identifiées et les mesures de préventions à appliquer seront définies en concertation avec le service technique et les services et laboratoires de La Rochelle Université utilisateurs lorsque les parties seront conjointement concernées.

Ce document identifie les mesures de prévention des risques prises lors des différents travaux réalisés sur les installations et notamment :

- > Travaux électriques : habilitations des intervenants,
- > Travaux en hauteur : équipements utilisés conformes, entretenus et contrôlés...
- > Permis de feu si soudage...

Les formations, qualifications, autorisations, habilitations et aptitudes médicales requises pour l'intervention seront également indiquées.

Tous les personnels du titulaire, ainsi que les éventuels sous-traitants qui sont amenés à intervenir sur le site à sa demande, doivent être informés du contenu du plan de prévention et équipés des EPI réglementaires et à jour de leurs contrôles par le Titulaire.

A la demande de la société titulaire, le service hygiène, sécurité et environnement pourra assurer pour les personnels du titulaire une demi-journée de formation-information sur les risques présents dans les locaux des bâtiments à discipline scientifiques situés sur le site de l'université. Une large place est laissée aux questions que peuvent se poser les personnels de l'entreprise face à leurs interventions dans les laboratoires.

A l'issue de cette formation, chaque personnel l'ayant suivi devra signer une attestation de formation,

A l'intérieur des locaux de La Rochelle Université, la règle de base est de s'adresser au représentant de la DPaL ou de l'IUT. Au besoin, ce dernier informe le responsable du bâtiment, du site ou de service (service, département et laboratoire) ou son représentant ainsi que l'assistant de prévention du bâtiment du site ou du service/département/laboratoire.

Permis de feu :

Pour les interventions nécessitant l'utilisation d'outils source de chaleur (ou de feu), le titulaire devra systématiquement demander et obtenir des services techniques un permis de feu avant le début des travaux.

Plan Vigipirate :

Dans le cadre du plan Vigipirate les intervenants de l'entreprise concernée par ce plan doivent être clairement identifiable, notamment en laissant visible le logo de l'entreprise sur les vêtements de travail et/ou véhicules. Aucun matériel ou sac pouvant apparaître suspect ne devra être laissé sans surveillance ou sans identification claire comme appartenant à l'entreprise.

Les intervenants devront se présenter systématiquement (physiquement ou par téléphone) au personnel d'accueil ou de gardiennage pour tout accès aux locaux et ce quel que soit le moment de la journée ou de la semaine, sauf s'ils sont accompagnés d'un personnel du service technique.

ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

ARTICLE 1 . DEFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

ARTICLE 2 . OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 3 . OBLIGATIONS DES PARTIES

Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la

gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Documentation et conformité

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

Recours à des sous-traitants ultérieurs

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.

Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

ARTICLE 5 . NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
 - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la vio-

lation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies

existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

ARTICLE 7 . LISTE DES PARTIES

Responsable(s) du traitement : <i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Sous-traitant(s) : <i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :

ARTICLE 8 . DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :	
Catégories de données à caractère personnel traitées :	
Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires :	
Nature du traitement :	
Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le	

compte du responsable du traitement :	
Durée du traitement :	
Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement :	

ARTICLE 9 . MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES, Y COMPRIS MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES VISANT A GARANTIR LA SECURITE DES DONNEES

Information : Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel :	
Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement :	
Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique :	
Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement :	
Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur :	
Mesures de protection des données pendant la transmission :	
Mesures de protection des données pendant le	

stockage :	
Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées :	
Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements :	
Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut :	
Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique :	
Mesures de certification/assurance des procédés et produits :	
Mesures visant à garantir la minimisation des données :	
Mesures visant à garantir la qualité des données :	
Mesures visant à garantir une conservation limitée des données :	
Mesures visant à garantir la responsabilité :	
Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement :	
Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement :	
Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement :	

--	--

ARTICLE 10 . LISTE DE SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

Sous-traitant(s) : <i>l'identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant</i>	Nom :
	Adresse :
	Délégué à la protection des données :
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés):	

ANNEXE 2 - INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Je soussigné(e),

Nom du signataire	
Prénom	
Qualité	
Téléphone	
Courriel	

Déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à la clause d'insertion qui vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

M'engage si je suis déclaré attributaire du lot n° , à mener, dans l'exécution et sur la durée du marché, une action d'insertion permettant la réalisation d'un nombre d'heures d'insertion, au moins égal à celui indiqué au contrat.

M'engage pour assurer la mise en œuvre de la clause d'insertion, à mener une action d'insertion en privilégiant, parmi les modalités proposées ci-dessous, l'option n° .

- Option 1 : Sous-traitance ou co-traitance avec une entreprise d'insertion
- Option 2 : Recours à la mise à disposition de salariés en insertion
- Option 3 : Embauche directe de salariés en insertion

M'engage à fournir, à la demande de l'acheteur et dans le délai qui me sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de la clause sociale.

Fait à	
Le	
Signature et cachet	

--	--



**D'ici
on voit
+ loin !**

La Rochelle Université

Service Achats-Marchés
23 avenue Albert Einstein
BP 33060
17031 La Rochelle



univ-larochelle.fr